

# Développement industriel

## Aider les pays en développement à promouvoir l'industrie, à accroître les perspectives d'emploi et à instaurer une société économiquement durable

La JICA déploie tout un éventail d'efforts pour aider les pays en développement à établir les bases nécessaires à l'expansion de leur industrie. L'Agence se concentre notamment sur la promotion des échanges et des investissements, l'essor du tourisme, le développement des petites et moyennes entreprises (PME), la dynamisation des industries et des économies locales, l'approvisionnement régulier en énergie électrique, les ressources minières, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Il s'agit de fournir aux pays en développement les moyens de se doter d'une base industrielle et de promouvoir leur industrie, d'accroître les perspectives d'emploi et d'instaurer une société qui permette à la population locale de profiter des effets bénéfiques du développement économique.

Par ailleurs, le soutien à ces pays par le biais de partenariats public-privé (PPP) est essentiel pour tirer le meilleur parti des investissements provenant de pays développés et pour accroître la compétitivité, dans un contexte économique de plus en plus mondialisé.

### Développement du secteur privé Appui au secteur privé pour renforcer la compétitivité internationale, créer des emplois et faire reculer la pauvreté

#### Nécessité de promouvoir les échanges et les investissements et de développer les PME ainsi que les industries auxiliaires

##### Situation générale

Les efforts en faveur du secteur privé visent à stimuler l'essor économique des pays en développement. La croissance du secteur privé génère des emplois et contribue de ce fait à réduire la pauvreté. L'amélioration des performances des entreprises privées et l'accroissement des échanges et des investissements font grimper les recettes fiscales à l'échelle nationale, ce qui permet à l'État d'offrir un niveau de services plus élevé, dans des domaines comme l'éducation, la santé et les soins médicaux, ou encore la protection sociale. Il est essentiel de développer le secteur industriel en tirant parti des ressources locales et d'améliorer la compétitivité de ce secteur face à l'intensification de la concurrence internationale.

##### Actions de la JICA

Jusqu'ici, les initiatives de la JICA en faveur du secteur privé étaient centrées sur l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Or, ces deux régions enregistrent aujourd'hui une formidable croissance économique. L'Afrique, qui souhaite profiter des enseignements tirés des expériences asiatiques, émet de plus en plus de demandes dans ce sens.

Le volume des échanges et des investissements dans l'économie globale s'est considérablement accru sous l'effet de la mondialisation. Non seulement les pays d'Asie qui se sont hissés au rang d'économies émergentes sur la scène mondiale, mais bon nombre de pays en développement d'Afrique ou d'ailleurs sont incités à rejoindre des organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou à signer des accords de partenariat économique (APE), et à prendre les mesures qui s'imposent.

Dans un contexte économique globalisé, le risque qu'une crise économique éclatant dans un pays s'étende rapidement au reste de la planète et qu'elle ait des répercussions désastreuses sur l'économie des pays et des régions vulnérables est plus élevé, comme l'ont montré les crises financière et économique de l'automne 2008. L'aide apportée par la JICA doit donner aux pays en développement les moyens de se doter d'une

base industrielle et de promouvoir leur industrie, de créer des emplois et de mettre en place une société dont les membres puissent récolter les fruits de leurs efforts en faveur du développement économique.

##### Promotion des échanges et des investissements

Par la promotion des échanges et des investissements, les pays en développement peuvent créer de nouveaux marchés, favoriser la diffusion de méthodes et de connaissances en finances et en gestion, et d'autres savoirs spécialisés, créer des emplois et renforcer la compétitivité des entreprises sur la scène internationale. La JICA assure une aide dans trois domaines stratégiques : développement d'infrastructures industrielles de base, renforcement organisationnel et institutionnel, et développement des capacités.

Le premier point comprend la création de la législation et des institutions nécessaires à la promotion des échanges et des investissements, et la mise en place d'autres infrastructures indispensables à la croissance de l'industrie. Parallèlement, la JICA appuie le renforcement organisationnel des institutions qui jouent un rôle clé dans la promotion des échanges et des investissements, elle soutient différentes entreprises dans chaque pays, et elle contribue à développer les capacités des responsables politiques ainsi que les ressources humaines des entreprises privées. La JICA est ainsi en mesure de fournir une aide globale allant de l'élaboration de politiques industrielles à la promotion des exportations et des investissements.

Parmi les succès obtenus récemment, citons l'étude sur le renforcement des institutions de promotion des investissements au Cambodge, la création du Centre de promotion des exportations égyptiennes, le renforcement des capacités de l'Agence de développement de la Zambie, et le projet de renforcement du Centre de développement des ressources humaines pour l'exportation et l'investissement en République dominicaine.

Au Cambodge, la JICA a soutenu la mise en place d'une zone économique spéciale (ZES) de 70 ha près du port de Sihanoukville, l'unique port international du pays. Cette ZES devrait attirer les investissements



étrangers directs et favoriser ainsi le développement des industries cambodgiennes tournées vers l'exportation, génératrices d'emplois pour les jeunes, entre autres. En février 2009, l'Agence a lancé une étude de développement axée sur le renforcement des fonctions de promotion des investissements ; elle a par ailleurs assuré le transfert des connaissances et des savoir-faire nécessaires auprès du Conseil de développement du Cambodge (CDC). Ce type de coopération peut permettre de renforcer les capacités du CDC, en matière notamment de collecte d'informations et de promotion des investissements.

### Promotion des petites et moyennes entreprises (PME)

Dans de nombreux pays en développement, le retard dans la mise sur pied des politiques et des institutions d'appui aux PME, l'inadéquation des technologies et le manque de connaissances en gestion ont entravé la croissance de ce secteur. Pour renforcer la compétitivité au sein de l'économie mondiale, il faut par ailleurs développer les industries auxiliaires qui fournissent des composants et de la matière première pour l'industrie de l'assemblage, nationale ou étrangère.

Face à ces défis, la JICA assure une coopération visant à renforcer les capacités d'exécution des institutions publiques chargées de promouvoir les PME, à développer les ressources humaines et à améliorer la qualité ainsi que la productivité des entreprises. Étant donné les difficultés d'accès au financement de ces entreprises, la JICA complète son aide par l'octroi de prêts d'APD et par une coopération technique.

Récemment, l'Agence a aidé le Vietnam à promouvoir ses PME et ses industries auxiliaires. La JICA a élaboré un programme s'appuyant sur : des prêts transitant par un intermédiaire financier (*two-step loans*) pour les PME (prêts d'APD) ; une coopération technique destinée à renforcer la collaboration entre institutions administratives et les capacités de développement des ressources humaines dans les établissements d'enseignement ; et sur l'envoi de volontaires seniors étrangers possédant une vaste expérience du terrain acquise dans des entreprises japonaises. Au Cambodge, en Tunisie, en Égypte, en Éthiopie, au Paraguay et dans les pays d'Amérique latine (dont le Costa Rica), la JICA s'emploie également à renforcer les institutions publiques qui aident les entreprises à améliorer leur qualité et leur productivité en appliquant des techniques japonaises

d'amélioration continue comme les 5S. En Éthiopie, par exemple, le programme *kaizen* a été lancé à la demande du premier ministre Meles Zenawi, impressionné par les activités déployées par la JICA dans ce domaine en Tunisie. La JICA mène cette initiative *kaizen* sur le terrain parallèlement à son appui à l'élaboration de politiques et au dialogue sur la politique industrielle basé sur son expérience au Japon et en Asie, réalisé conjointement avec l'Institut national des hautes études politiques (GRIPS).

### Promotion des industries et des économies locales

La JICA soutient le développement de l'industrie locale en s'appuyant sur le programme « Un village, un produit », et elle encourage l'utilisation des ressources locales pour créer des emplois et faire progresser les économies régionales. Ce programme est largement mis en œuvre dans 12 pays africains. Outre le Malawi, où des activités sont déjà bien implantées, la JICA a lancé des études et des projets de coopération technique au Kenya, en Ouganda, au Nigeria, au Sénégal, au Mozambique et au Rwanda. En Asie, l'Agence appuie des programmes de ce type au Vietnam et au Laos, l'accent étant mis sur l'utilisation des ressources disponibles sur place et sur la dynamisation des économies locales.

### Développement du tourisme

Auparavant, l'industrie touristique des pays en développement était dominée par des entités – promoteurs, voyagistes et chaînes hôtelières – à capitaux étrangers. Il s'agit là d'un développement touristique exogène. Sans être forcément néfaste, il ne permet pas à la population locale de profiter pleinement des retombées positives de l'activité touristique.

Les initiatives de la JICA visent à promouvoir un modèle de tourisme endogène, qui permette aux résidents locaux de développer ce secteur par leurs propres moyens et de manière durable, en utilisant les ressources dont ils disposent.

La JICA assure une aide dans les domaines suivants : (1) promotion de partenariats public-privé dans lesquels des institutions publiques comme le ministère du Tourisme et les offices de tourisme locaux, des opérateurs privés tels que les voyagistes et les associations de guides, et la population locale puissent travailler de concert ; (2) formation de



Participants à une formation aux activités *kaizen* (d'amélioration continue) en Éthiopie



Produits issus d'un programme « Un village, un produit » au Malawi

ressources humaines afin de transmettre les connaissances nécessaires au développement du tourisme ; (3) développement de produits touristiques valorisant des ressources telles que les lieux d'importance historique ou les paysages d'une beauté exceptionnelle, ainsi que les objets issus de l'artisanat local ou encore un art populaire propre à une région ; et (4) renforcement des capacités de promotion et de commercialisation du tourisme et du système d'exécution. Par ces efforts, la JICA entend contribuer à la mise en place d'un tourisme durable, facteur de développement régional et de réduction de la pauvreté. Pour atteindre ces objectifs, il est indispensable d'accroître les revenus de la population locale, de créer des emplois et d'instaurer des conditions favorisant l'harmonie sociale.

Parmi les activités récentes dans ce domaine, citons le projet de tourisme durable fondé sur la participation des secteurs public et privé en République dominicaine. Ce projet vise à jeter les bases nécessaires au développement d'un tourisme dont les retombées puissent bénéficier durablement aux communautés locales. À cet égard, il importe de soutenir l'utilisation des ressources locales pour développer des produits touristiques, et d'en assurer la promotion. Le projet de conservation et de développement touristique d'Ajanta et d'Ellora, en Inde, doit permettre de promouvoir le tourisme et de dynamiser l'économie locale par la préservation de ce site historique. Il prévoit des activités de sensibilisation du public et la construction d'infrastructures touristiques.

Par ailleurs, des conseillers en promotion touristique ont été envoyés simultanément dans plusieurs pays des Balkans (Serbie, Albanie et Macédoine), en réponse à la multiplication des demandes portant sur un transfert de technologie dans le domaine du tourisme ; ces pays souhaitent

en effet attirer davantage de touristes étrangers, principalement japonais. Les efforts se concentrent sur le renforcement des compétences en matière de promotion et de commercialisation des produits touristiques. À l'avenir, les trois pays comptent unir leurs efforts pour faire de leur région une seule et même destination touristique.

La JICA évalue les besoins de chaque pays et la situation des communautés locales, et elle soutient l'essor touristique qui convient à chaque pays ou à chaque région.



Formation pour les pays tiers organisée au Mexique pour le « projet de développement des capacités des comités touristiques autogérés » du Guatemala

## Ressources naturelles et énergies

Favoriser l'approvisionnement régulier en énergie électrique via une collaboration public-privé et des initiatives menées par le secteur privé

### Tirer parti des technologies japonaises de pointe dans les efforts d'aide

#### Situation générale

La demande énergétique mondiale ne cesse de croître, y compris dans de nombreux pays en développement d'Asie ou d'ailleurs, où l'accroissement démographique et l'industrialisation génèrent d'importants besoins. Sur fond de flambée des prix du pétrole et des autres sources d'énergie, et de préoccupations environnementales croissantes, la stabilité de l'approvisionnement énergétique est l'un des grands défis auxquels la communauté internationale est confrontée.

De plus, la libéralisation du marché de l'électricité, qui progresse partout dans le monde, entraîne la mise en place de partenariats public-privé, et la multiplication des initiatives menées par des opérateurs privés, à mesure qu'un nombre croissant de pays entreprennent de réformer leur secteur électrique. D'un autre côté, les énergies renouvelables, qui contribuent à limiter le réchauffement climatique, mobilisent de plus en plus l'attention. Si on les exploite à grande

échelle, les énergies solaire, éolienne et géothermique peuvent contribuer à réduire les gaz à effet de serre. On espère qu'à l'avenir, la diversification des sources d'énergie sera mise à profit pour garantir un approvisionnement stable en électricité.

#### Actions de la JICA

##### Électricité et énergie

Deux points essentiels sont à prendre en compte dans les programmes d'aide concernant l'énergie et l'électricité : (1) instauration d'une croissance économique durable grâce à un approvisionnement stable en électricité, et (2) promotion de l'électrification des zones rurales.

Une part importante des prêts d'APD et de la coopération technique assurée par la JICA concerne le secteur électrique ; à l'avenir, l'Agence entend améliorer l'efficacité de ses programmes de soutien. Par exemple, en adoptant une approche intégrée combinant les études et la



## Étude de cas

**Diffusion de méthodes d'amélioration de la productivité**
**Éthiopie : Étude sur l'amélioration de la qualité et de la productivité (KAIZEN)**

**L'approche Kaizen (« amélioration continue ») s'applique à des activités partant de la base, destinées à accroître la productivité des entreprises japonaises. Cette approche est mondialement reconnue, et l'Éthiopie a manifesté son intérêt pour le kaizen après avoir examiné les résultats des initiatives de la JICA en Tunisie. Les activités de la JICA dans ce domaine s'implantent progressivement en Afrique.**

**Naissance de la première unité KAIZEN en Afrique**

Différents représentants éthiopiens ont visité une entreprise industrielle à Osaka, au Japon, dans le cadre de leur formation liée à l'étude sur l'amélioration de la qualité et de la productivité (KAIZEN). Ils ont pu voir que le rangement des outils et des fournitures de bureau était bien organisé, que les interrupteurs étaient dotés de couleurs, et que les installations de production étaient confortables et sécurisées.

« C'est une initiative très pratique », commente Delo Benka de l'unité KAIZEN au sein du ministère éthiopien du Commerce et de l'industrie. « Nous avons commencé par mettre en œuvre des activités kaizen dans mon service. Nous souhaitons maintenant lancer ces méthodes dans les entreprises éthiopiennes. Gashaw Taye, qui travaille dans une entreprise agro-alimentaire, nous donne son point de vue : « Je veux appliquer dès aujourd'hui des principes kaizen, comme le rangement des objets selon leur fréquence d'utilisation et l'utilisation d'un code couleur pour les interrupteurs. »

C'est le premier ministre éthiopien Meles Zenawi qui, soucieux de profiter des enseignements tirés des expériences réussies de la JICA en Asie, est à l'origine de la demande d'aide. C'est ainsi qu'un projet kaizen d'une

durée de deux ans a été lancé en octobre 2009. Né dans les entreprises japonaises, le kaizen s'applique à des activités mises en œuvre par les employés sur leur lieu de travail pour améliorer en permanence la qualité et la productivité de toute l'entreprise (approche ascendante). Ces activités ont largement contribué à maintenir et à améliorer la qualité des produits japonais.

L'Éthiopie a mis en place une unité KAIZEN au sein du ministère du Commerce et de l'industrie pour promouvoir ce concept. En Afrique, le terme « kaizen » apparaissait ainsi pour la première fois dans la dénomination d'un département ministériel.

Ce projet comporte trois étapes: (1) Projet pilote destiné à étudier le fonctionnement de 30 entreprises éthiopiennes et à leur dispenser des conseils ; (2) Élaboration d'un plan national de diffusion d'une version éthiopienne de l'approche kaizen intégrant les résultats du projet pilote ; et (3) Développement de ressources humaines capables de promouvoir le kaizen.

Dans le cadre de ces efforts, 10 fonctionnaires de l'unité KAIZEN et 30 employés de 30 entreprises associées au projet pilote se sont rendus au Japon en mai 2010. Pendant deux semaines, à travers des conférences, des visites et des échanges avec des employés d'usine, ils ont appris comment mettre en œuvre des activités 3S (initiale des termes japonais *Seiri*, *Seiton* et *Seiso*, que l'on peut traduire par « rangement, ordre et propreté ») et de contrôle de la qualité (CQ).

En compagnie de fonctionnaires de l'unité KAIZEN, des consultants de la JICA devaient se rendre avant fin 2010 dans chacune des entreprises retenues pour y déployer le projet pilote. Avec le concours de l'Institut national des hautes études politiques (GRIPS) du Japon, la JICA va élaborer un plan national de diffusion des

activités kaizen du côté éthiopien.

**Extension des activités Kaizen**

L'étude du schéma directeur pour l'amélioration de la qualité et de la productivité que la JICA a réalisée en Tunisie en 2006 a servi de catalyseur pour le lancement d'activités kaizen en Éthiopie.

Environ 60 % des 29 entreprises ayant pris part au projet en Tunisie ont obtenu des gains de productivité à tel ou tel niveau, et près de 30 % d'entre elles ont amélioré leur productivité globale. Outre l'Éthiopie, d'autres pays ont manifesté leur intérêt à profiter des enseignements tirés des expériences réussies du Japon en Asie.

La JICA contribue à accroître la productivité d'entreprises situées dans différents pays africains en rendant largement compte des expériences tunisiennes et éthiopiennes via des séminaires et d'autres activités.

**Le point de vue de notre partenaire**

**Getahun Tadesse, responsable de l'unité KAIZEN au sein du ministère éthiopien du Commerce et de l'industrie**

L'intérêt pour les activités kaizen se développe rapidement dans les entreprises éthiopiennes. Je souhaite étendre ce projet à davantage d'organisations à l'avenir, et j'espère pouvoir continuer à bénéficier de l'aide du Japon et de la JICA.

**Un point de vue local**

**Jun Takeyama, consultant**

J'ai commencé à assurer une formation sur les activités kaizen pour 30 entreprises du secteur manufacturier. Si les quatre premiers séminaires se concentraient sur la philosophie et les méthodes kaizen, les sept restants comprennent une formation sur les lieux de travail. Les effets positifs des activités kaizen dans les usines – comme le concept des 5S (*Seiri*, *Seiton*, *Seiso* + *Seiketsu* (systématiser la propreté) et *Shitsuke* (maintenir la discipline) ont commencé à se faire sentir une semaine à peine après la fin des séminaires.



Initiation au kaizen par le biais de conférences et de visites



Des stagiaires appliquent l'élément seiso (propreté) du concept 5S

construction de centrales électriques, la JICA est à même d'améliorer la rapidité et l'efficacité de son aide.

Les initiatives de la JICA se concentraient jusqu'ici sur le développement d'infrastructures énergétiques et sur la valorisation de ressources humaines capables de construire, d'exploiter et d'entretenir ces équipements. Or, compte tenu de la libéralisation croissante du marché de l'électricité dans le monde, les pays en développement se tournent de plus en plus vers des opérateurs privés pour l'exploitation de leurs réseaux électriques, alors que cette fonction était jusqu'ici dévolue à l'État. La JICA a commencé à déployer une aide pour que cette mutation s'opère sans trop de heurts. S'agissant de l'électrification en milieu rural, il importe d'élaborer des plans prenant en compte le point de vue des populations locales – qui sont les bénéficiaires de cette électrification – dans l'optique de la sécurité humaine, et de renforcer les capacités des institutions publiques. La JICA intensifie son aide en faveur de l'Afrique, l'une des régions du monde où cet enjeu est le plus crucial.

En mars 2009, l'Institut de recherche de la JICA à Tokyo a accueilli le Forum de l'électricité en Asie. Les pays en développement sont aujourd'hui confrontés à la nécessité d'assurer une fourniture stable d'électricité pour satisfaire une demande qui augmente vite ; ce qui ne va pas sans poser un certain nombre de difficultés. Le Forum a rassemblé des représentants du secteur électrique de cinq pays d'Asie et des opérateurs privés japonais œuvrant dans ce secteur. Les participants ont fait le point sur la situation, et des débats ont eu lieu sur les possibilités de collaboration public-privé et de réforme dans le secteur électrique. Ils ont également échangé des informations sur les réformes déjà engagées. Ceci a contribué à renforcer les relations entre le Japon et les cinq autres pays asiatiques. Par exemple, les négociations sur la résolution des problèmes ont progressé plus harmonieusement quand les responsables japonais se sont rendus dans d'autres pays.

### Ressources naturelles et efficacité énergétique

La JICA mène des initiatives dans les trois domaines suivants : ressources minières, énergies renouvelables et efficacité énergétique.

#### (1) Exploitation minière

La JICA contribue au développement de ressources informationnelles et à l'élaboration de schémas directeurs pour favoriser l'exploitation durable des ressources minérales et améliorer la compétitivité internationale des pays en développement.

#### (2) Énergies renouvelables

La JICA conduit des études sur les plans de développement de systèmes d'énergie solaire et de petites centrales hydroélectriques, l'objectif étant de permettre une électrification rurale faisant appel à des solutions énergétiques indépendantes et respectueuses de l'environnement. De plus, la JICA a lancé des initiatives financées par une aide sous forme de dons pour raccorder des systèmes d'énergie solaire au réseau de distribution électrique dans divers pays du monde. Au Kenya, en Indonésie et en Amérique latine, la JICA a également engagé des programmes visant à développer la géothermie.

#### (3) Efficacité énergétique

La JICA forme des techniciens en maîtrise de l'énergie pour appuyer les efforts en matière d'efficacité énergétique en tirant parti des technologies de pointe du Japon. Ce programme a eu de nombreuses retombées positives. Les techniciens formés en Thaïlande, en Turquie et en Pologne sont aujourd'hui compétents dans la maîtrise des énergies thermique et électrique. À l'issue d'une série de programmes en Turquie, les techniciens ont rapidement été en mesure de faire fonctionner les systèmes sans aide extérieure. Les sites concernés servent aujourd'hui de lieux de formation pour les pays tiers.

La JICA déploie actuellement en Inde et au Vietnam un système de prêts transitant par un intermédiaire financier (*two-step loans*\*) dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ; ces prêts relèvent de l'APD. Ce système renforce le financement et la capacité de mettre sur pied des projets d'efficacité énergétique ; il améliore l'efficacité de l'aide en complétant la coopération technique. Il facilite le déploiement d'un soutien financier aux activités du secteur privé. La JICA soutient également des initiatives qui tirent parti des technologies de pointe d'entreprises japonaises via le dispositif STEP (*Special Terms for Economic Partnership* : conditions spéciales de partenariat économique). Grâce à ce dispositif, les projets qui utilisent la haute technologie japonaise bénéficient de taux d'intérêt particulièrement avantageux.

\*Système permettant de faire transiter les prêts d'APD par des institutions de financement du développement du pays emprunteur pour les acheminer vers les PME locales.



On envisage de contribuer au financement d'un système capable de produire du courant électrique à partir de la vapeur générée par certaines usines.



Étude de cas

**Atteindre les objectifs nationaux en s'appuyant sur le savoir-faire japonais en matière d'économies d'énergie**

**Vietnam : Initiatives pour économiser de l'énergie**

**Si le Vietnam connaît actuellement une période de croissance économique soutenue, cette évolution ne va pas sans poser de gros problèmes, comme les pénuries d'énergie et les coupures de courant. Pour y faire face, le gouvernement vietnamien a demandé au Japon de l'aider à promouvoir des mesures d'efficacité énergétique et à développer son secteur énergétique.**

**Conformément à cette demande, la JICA a réalisé en 2008 une étude du schéma directeur pour la conservation de l'énergie.**

**Vers la réalisation d'un objectif national de conservation de l'énergie**

Dès 1986, le Vietnam a entamé sa transition vers une économie de marché en vertu de la politique du Doi Moi (renouveau économique). Depuis lors, ce pays a connu une expansion économique rapide ainsi qu'une augmentation constante de ses échanges commerciaux avec le Japon et des investissements directs des entreprises nippones. Toutefois, cet essor s'est accompagné d'une explosion de la consommation d'énergie, laquelle a quasiment quintuplé entre 1990 et 2005. L'approvisionnement énergétique est devenu un enjeu de premier plan. On a même dû recourir à des coupures de courant planifiées pour lutter contre la pénurie d'électricité.

Le gouvernement vietnamien a émis un décret sur l'efficacité et la conservation énergétiques en 2003, obligeant les grandes usines à présenter un rapport sur leur gestion de l'énergie. Le programme national d'efficacité énergétique du Vietnam a été conçu en 2006 et

des objectifs quantitatifs ont été fixés.

Cela étant, les mesures de conservation de l'énergie n'ont pas été appliquées de façon systématique, faute de connaissances et d'effectifs suffisants pour promouvoir ces politiques. Ces efforts se sont donc révélés infructueux.

À la demande du gouvernement vietnamien, la JICA a commencé à assurer une aide via l'étude du schéma directeur pour la conservation de l'énergie entre 2008 et 2009, en s'appuyant sur les connaissances accumulées par le Japon en matière de politique de conservation énergétique.

**Appui via un plan d'action et des prêts d'APD**

Dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur, la JICA a conçu une feuille de route et un plan d'action vers la réalisation des objectifs du programme national d'efficacité énergétique. Ces objectifs visaient une réduction de la consommation d'énergie de 3-5 % à l'horizon 2010, et de 5-8 % d'ici 2015. Le but de la JICA était de fixer des mesures concrètes pour promouvoir la conservation de l'énergie.

La JICA a envoyé un groupe d'étude chargé d'organiser des ateliers à Hanoï, Ho Chi Minh and Da Nang, ce qui a permis d'interagir avec les responsables de la conservation d'énergie au Vietnam. Le groupe d'étude a fourni des conseils sur la façon de diagnostiquer le niveau d'efficacité énergétique d'une usine ou d'un bâtiment, ainsi que sur les techniques permettant de réduire avec succès la consommation d'énergie. Les responsables vietnamiens ont également suivi une formation au Japon, et un plan d'action a été mis sur pied en septembre 2009. Il s'appuie sur trois stratégies clés : le lancement d'un système de gestion de l'énergie ; un système

d'étiquetage prévoyant d'apposer des étoiles sur les produits particulièrement économes en énergie ; et la gestion des données relatives à la consommation énergétique. En appliquant ces stratégies, le Vietnam pourrait atteindre les objectifs fixés pour 2015.

Par ailleurs, la JICA a lancé en 2009 un projet d'efficacité énergétique et de promotion des énergies renouvelables. Ce projet s'appuyant sur un prêt d'APD doit financer des équipements économes en énergie pour permettre au Vietnam d'atteindre ses objectifs de conservation de l'énergie. Il cible des industries fortement consommatrices d'énergie comme la sidérurgie, la cimenterie, l'agro-alimentaire et le textile, et cherche à réduire cette consommation par la mise en place d'équipements permettant de réutiliser la chaleur, la vapeur et le gaz générés par les processus de production.

En s'inspirant d'un projet analogue en Indonésie, la JICA a commencé à étudier un programme d'appui à la lutte contre le changement climatique au Vietnam. Ce programme devrait renforcer le projet de conservation de l'énergie en réduisant les gaz à effet de serre.

**Un point de vue local**

**Hisashi Sato**

J'ai constaté que les processus de production engendraient beaucoup de gaspillage, qu'il s'agisse de la vapeur dégagée ou des fuites d'air... Rien que cela offrirait des opportunités d'économie d'énergie. À mon avis, il est tout aussi important d'essayer de changer les mentalités des employés en instillant le concept de « conservation ».



Gérer le bon fonctionnement des équipements clés dans une usine sidérurgique.



Atelier organisé à Da Nang



La formation au Japon comprend des conférences et la visite d'une centrale thermique sous la conduite d'employés de l'entreprise.

## Stratégie de la JICA en matière d'aide pour le commerce

### Qu'est-ce que l'aide pour le commerce (APC) ?

L'APC est conçue pour aider les pays en développement à renforcer leurs capacités du côté de l'offre et leur infrastructure liée au commerce afin qu'ils puissent bénéficier de l'essor des échanges commerciaux et faire reculer la pauvreté.

Cette idée a pris naissance alors que la participation d'un nombre croissant de pays en développement à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) braquait les projecteurs sur leurs problèmes de développement. En 1999, lors de la conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Seattle, les pays en développement ont protesté contre l'apparition, dans les négociations de libre-échange, de clauses sociales et de dispositions relatives à la propriété intellectuelle, car ils craignaient que celles-ci ne les pénalisent et ne fassent peser un risque accru sur les groupes socialement vulnérables. L'OMC a alors décidé de ne plus se concentrer uniquement sur le libre-échange, et de prêter attention aux préoccupations des pays en développement. Lors du cycle de Doha (cycle de négociations commerciales multilatérales) et de la conférence ministérielle de Hong Kong, les membres de l'OMC ont reconnu que la libéralisation des échanges pouvait avoir un impact négatif sur les pays en développement. On s'est donc intéressé au rôle que pouvait jouer l'APC pour améliorer les capacités d'offre des pays en développement, et minimiser ainsi cet impact.

L'APC part de l'idée qu'en aidant les pays en développement à se doter d'infrastructures liées au commerce et de capacités en matière d'offre, on peut leur permettre de réaliser des bénéfices grâce au commerce et d'accélérer ainsi leur croissance économique. L'APC se concentre par exemple sur l'aménagement d'infrastructures qui permettent de réduire le coût des marchandises offertes, et sur le développement de capacités dans le domaine du commerce et des investissements. Voici quelques domaines particuliers de l'APC :

- Politique commerciale et réglementation des échanges
- Promotion du commerce
- Infrastructures liées au commerce
- Acquisition de capacités de production
- Ajustements liés au commerce
- Autres besoins liés au commerce

### Efforts d'APC menés par la JICA

La JICA participe activement à l'initiative APC. Environ 54 % des projets financés par des prêts d'APD concernaient l'APC.

L'Asie est la principale bénéficiaire des programmes de prêts d'APD, de coopération technique et de dons liés à l'APC. En 2008, la région Asie représentait 64 % des prêts d'APD liés à l'APC et 44 % de la coopération technique et des dons liés à l'APC. L'Afrique arrivait en 2<sup>e</sup> position, avec 24 % de la coopération technique et des dons liés à l'APC.

Au sein de la région ANASE, plus de la moitié des projets de coopération technique liés à l'APC concernent le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam. La plupart des projets financés par des prêts d'APD liés à l'APC ciblaient le Vietnam. Ceci montre bien l'orientation de l'aide apportée par la JICA : l'Agence vise en effet à atténuer les disparités entre les différents pays de l'ANASE et à améliorer leur intégration par l'essor des échanges commerciaux. Si l'on considère les secteurs d'activité concernés au sein de l'ANASE, on constate que la JICA concentre ses efforts sur le développement de l'infrastructure économique, afin d'accélérer la croissance au bénéfice de tous les habitants de cette région.

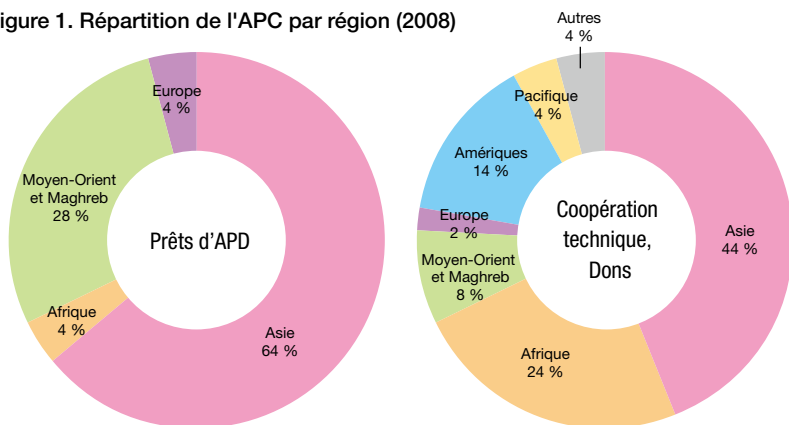
En Asie, la croissance a été particulièrement vigoureuse dans la sous-région du Bassin du Mékong, grâce au développement des corridors économiques est-ouest et nord-sud. La JICA a apporté une aide au Vietnam via différents projets, dont l'Initiative conjointe Vietnam-Japon, conçue pour attirer les investissements nippons. Au Cambodge, qui espère devenir la prochaine destination de choix pour les investisseurs après la Chine et le Vietnam, la JICA réalise une étude de développement sur le renforcement des capacités de l'Agence de promotion des investissements. La JICA prévoit en effet de déployer une coopération technique pour renforcer les capacités de cette dernière, afin de promouvoir les investissements de la communauté internationale, et notamment du Japon, sur le territoire cambodgien.

En Afrique, la JICA promeut le développement selon une perspective régionale, dépassant les frontières nationales, l'accent étant mis sur l'aménagement d'infrastructures à grande échelle comme les réseaux routier et électrique. Outre un projet d'amélioration du réseau routier entre le Kenya et la Tanzanie et un autre dans le corridor économique de Nacala, la JICA contribue à la mise en place de « pools électriques » en Afrique australe, de l'Ouest, centrale et de l'Est, afin de résoudre les problèmes d'approvisionnement en énergie électrique. Le manque d'infrastructures, l'inadéquation des routes et des installations frontalières constituent autant d'obstacles logistiques pour les pays privés d'accès à la mer. Les demandes d'aide portant sur la création de postes frontières à guichet unique (PFGU), qui permettent de simplifier les formalités aux frontières entre deux pays, se multiplient. Le premier projet PFGU a été lancé en 2009 à Chirundu, à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe.

En mai 2010 à Tokyo, la JICA a participé à une réunion du Groupe technique régional (GTR) sur l'aide pour le commerce en Asie et dans le Pacifique. L'objectif de cette réunion était de promouvoir de futures initiatives après avoir dressé un bilan des réalisations passées. Le GTR rédige actuellement un rapport pour l'OMC avec le concours de ses membres. La quatrième réunion du GTR, prévue pour avril 2011, doit porter sur le suivi et l'évaluation des projets d'APC.

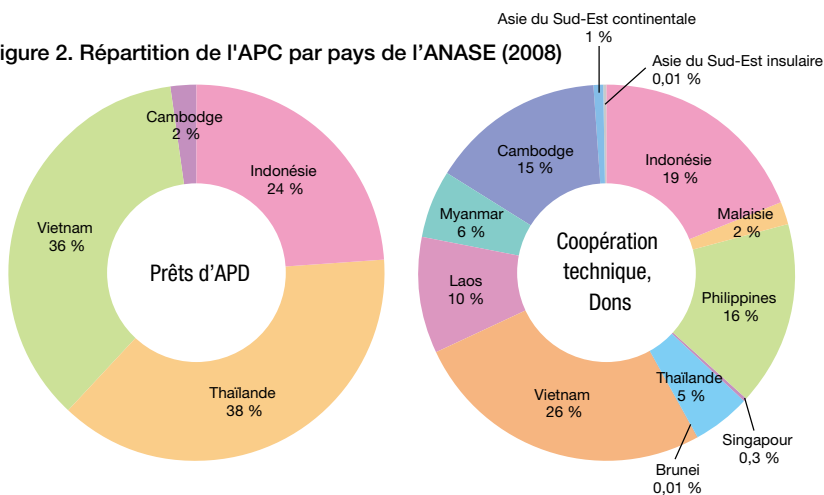


Figure 1. Répartition de l'APC par région (2008)



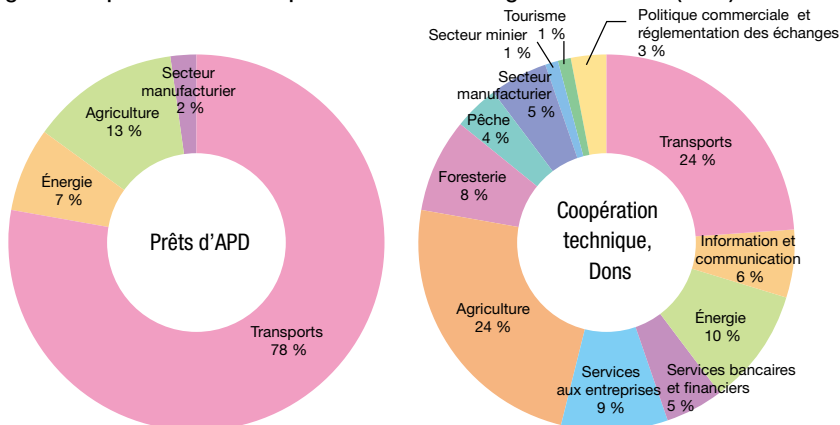
- Les programmes de prêts d'APD, de coopération technique et de dons se concentrent sur l'Asie. En 2008, l'Asie représentait 64 % des prêts d'APD liés à l'APC et 44 % de la coopération technique et des dons liés à l'APC.
- L'Afrique représentait 24 % de la coopération technique et des dons, en 2<sup>e</sup> position derrière l'Asie.

Figure 2. Répartition de l'APC par pays de l'ANASE (2008)



- Plus de la moitié des projets de coopération technique mis en œuvre dans la région de l'ANASE concernent le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam.
- Les prêts d'APD bénéficient en premier lieu au Vietnam, ce qui montre que l'aide de la JICA privilégie la correction des disparités entre pays de l'ANASE et une intégration accrue via l'essor des échanges commerciaux.

Figure 3. Répartition de l'APC par secteur dans la région de l'ANASE (2008)



- La JICA se concentre sur le développement de l'infrastructure économique dans la région de l'ANASE, afin d'accélérer la croissance au bénéfice de tous les habitants de cette région.

Remarque : Les chiffres étant arrondis à l'entier le plus proche, les totaux peuvent ne pas être égaux à 100.